

La colère gronde, malgré la puissance de la grève, aucune réponse nouvelle n'a été apportée aux revendications.

Le Président de la République a au contraire maintenu intégralement les suppressions de postes et les orientations contestées de sa politique. Il a caricaturé à la fois les revendications et la réalité qu'il s'agisse de l'Université et de la recherche ou des moyens consacrés à l'Education.

Les conséquences des choix politiques gouvernementaux sont importantes dans notre département :

Dans le premier degré :

- 200 élèves supplémentaires attendus à la rentrée 2009 mais au final la suppression de 3 emplois d'enseignants.
- Une diminution ou une disparition de l'aide aux élèves en grande difficulté par la suppression de postes de Rased ;
- L'absence de collectif budgétaire nécessaire à la réalisation de la réforme des Rased
- Le refus par Madame le Recteur du recrutement de Listes Complémentaires pour remédier aux difficultés de remplacement (plus de 300 jours d'absences non remplacées, des stages institutionnels annulés, l'enseignement des langues vivantes en pointillés dans les écoles) ;
- La remise en cause de la scolarisation en maternelle (diminution spectaculaire du nombre d'élèves de 2 et 3 ans scolarisés, regroupement de classes maternelles dans des écoles élémentaires inadaptées).

Dans le second degré :

- 120 élèves supplémentaires dans le département sans les moyens d'enseignement correspondants (ainsi 6 classes sont supprimées dans les collèges de Vesoul pour 49 élèves de moins, le lycée Belin perd 6 postes ...)
- Remise en cause des SEGPA pour combler les heures de collège ;
- Des classes surchargées particulièrement au niveau des 6èmes ;
- Un volume d'heures supplémentaires trop important qui ne permet pas la création de postes ;
- La multiplication de services partagés.

Dans le supérieur :

- Des projets non concertés et précipités concernant la masterisation, la future formation des enseignants et le statut des enseignants-chercheurs ;

Pour les associations complémentaires :

- La mise à mal de leurs moyens de fonctionnement et l'incertitude quant à leur avenir.

Concernant la situation des écoles de Vesoul, la restructuration envisagée est menée sans le nécessaire dialogue préalable avec les parents et les enseignants et avec beaucoup de précipitation puisque ces nouveaux groupes scolaires devraient fonctionner dès la rentrée 2009.

Pour trois de ces situations, le projet d'aménagement des locaux dénote une méconnaissance de la spécificité de l'école maternelle.

Pour que ces restructurations maintiennent, mieux améliore, la scolarisation des élèves de la ville de Vesoul, il est important que ces projets soient revus pour permettre à l'École de ne pas y perdre.

Nous nous inquiétons de la politique éducative de ce gouvernement et nous réaffirmons que, de la maternelle à la sortie du lycée, quel que soit leur lieu de résidence, les enfants et les jeunes doivent avoir les mêmes chances de réussite.

Parents, élus, associations complémentaires, enseignants s'alarment pour l'avenir de leur école. Depuis quelques mois, les réactions de mécontentement sont nombreuses.

Compte tenu de ces conditions, nous boycottons le CDEN du 12 février 2009. Veuillez croire, Monsieur le Préfet, à notre attachement à un service public d'éducation de qualité.